

L'Adresse—M. McRae

On nous accuse aussi d'être le niveau de gouvernement qui croît le plus rapidement. Autrement dit, le gouvernement fédéral est la cause de tous les problèmes.

Des voix: Bravo!

M. McRae: J'aimerais signaler que depuis 1961, la partie du PNB revenant au gouvernement fédéral a crû de 18.1 p. 100 à 20.2 p. 100, soit à peu près une augmentation de 10 p. 100. Nous en avons pris une plus grande partie que par le passé pour de nombreuses raisons. Toutefois, la part des provinces et des municipalités est passée de 12.7 p. 100 à 20.1 p. 100, une augmentation d'environ 70 p. 100. Les autres niveaux de gouvernement ont donc augmenté leurs dépenses sept fois plus rapidement que nous. Ne rejettons donc pas tout le blâme sur le gouvernement fédéral, comme les conservateurs en particulier voudraient le faire.

L'autre point que j'aimerais mentionner au sujet des revenus du gouvernement, et c'est là un sujet de grande préoccupation, est l'important déficit que nous accusons. J'aimerais parler d'une des raisons pour lesquelles ce déficit croît si rapidement. Si l'on compare la courbe des dépenses de l'État à celle de ses recettes, on s'aperçoit qu'elles sont parallèles et très proches l'une de l'autre en 1970 et pendant toute l'année 1974. Mais, soudain, à la fin de 1974, la courbe des recettes commence à fléchir.

Je pense que si nous voulons savoir pourquoi il y a un déficit, il nous faut trouver les causes de ce fléchissement et de cette chute des recettes. Il y en a plusieurs mais, à mon avis, l'une d'entre elles est qu'en indexant les allocations familiales et les pensions, nous avons aussi indexé les impôts dans la mesure ou l'allégement fiscal—les sommes versées aux Canadiens sous forme d'allocations, etc.—a été indexé de sorte que chacun a pu réclamer des réductions plus substantielles. Cela a, bien sûr, entraîné un accroissement du déficit. Je me souviens qu'en 1974 nous avons présenté le budget—de M. Turner—qui renfermait cette disposition. Mais la plus forte pression est venue de l'opposition conservatrice. C'était à l'époque du Parlement minoritaire.

Voilà donc quelques-unes de mes observations sur les dépenses gouvernementales. Je conviens que pour de nombreuses raisons nous devons imposer des restrictions et instaurer une gestion plus efficace mais je pense aussi que les Canadiens devraient comprendre qu'il sera très difficile de réduire efficacement les dépenses gouvernementales car nous n'en contrôlons que le tiers. D'autre part, 70 p. 100 des dépenses réelles sont consacrées à des paiements de transfert que le gouvernement peut difficilement contrôler parce qu'ils font l'objet de lois.

Ma dernière remarque, qui sera très brève, concerne le dollar canadien. J'ai conclu de nombreuses discussions que j'ai eues avec des économistes et de mes propres recherches que le dollar canadien était actuellement fortement sous-évalué, surtout si l'on tient compte du fait que notre capacité manufacturière est passée de 80 pour cent à près de 86.5 pour cent au cours des derniers mois. Notre capacité manufacturière a enregistré une croissance lente mais constante. Par rapport aux autres pays, la croissance du coût de la main-d'œuvre a été plus lente et celle de la productivité a augmenté.

A mon avis, c'est pour cette raison et pour beaucoup d'autres encore que le dollar canadien aura tendance à se réévaluer prochainement. En attendant, sa chute a présenté des avanta-

ges très précis pour certains Canadiens et ce, pour deux raisons. Tout d'abord, le volume de nos exportations a augmenté—n'en déplaise au député conservateur qui vient de parler—tout simplement parce qu'un dollar affaibli a rendu nos exportations plus concurrentielles. Un autre élément qui a eu des répercussions sur cette augmentation de capacité de notre industrie manufacturière est le fait que les producteurs canadiens qui alimentent le marché intérieur se retrouvent dans une situation beaucoup plus favorable et sont mieux en mesure de faire face à la concurrence compte tenu du renchérissement des importations. C'est là un élément qui m'indique que notre balance des paiements s'est améliorée assez rapidement. Compte tenu des effets de ces deux éléments sur notre balance commerciale, nous constaterons que le cours du dollar va remonter au cours des prochains mois.

Pour conclure, je voudrais aborder certaines des solutions préconisées par les députés de l'opposition. Compte tenu de mes propos d'introduction, je dois dire que je me sens particulièrement préoccupé par l'approche que les partis d'opposition, et parfois même certains députés du gouvernement adoptent à l'égard de ces problèmes. Si nous partons du principe que nous nous trouvons dans une période de bouleversement économique, si nous admettons par exemple, ainsi que l'a déclaré M. Callaghan, qu'il n'y aura pas moyen d'esquiver nos responsabilités, pourquoi nous concentrons-nous alors par exemple sur le genre d'approche des conservateurs qui préconisent des milliards de dollars de réduction d'impôts dans le secteur des hypothèques et au niveau d'autres taxes? De telles mesures visent certes en partie à alléger le fardeau des contribuables mais on le fait essentiellement dans le but de créer des emplois. Nous semblons croire ainsi qu'en privant les caisses de l'État de deux milliards de dollars et en augmentant de ce fait le déficit nous allons brusquement créer des emplois.

Quiconque a quelque entendement de la nouvelle école de pensée en économie ou du moins de ce qui se passe à notre époque comprend que toutes ces initiatives ne produisent pas nécessairement tous ces effets recherchés. Peu m'importe que je m'adresse aux critiques financiers de mon parti ou à ceux de l'opposition. Je soutiens de toute façon que dans la conjoncture nouvelle, deux milliards de dollars ne sauraient peser lourd en partie à cause du fait que notre taux d'épargne est cinq fois plus élevé qu'il ne l'était au début des années 60. Environ 10 p. 100 du PNB repose dans les comptes d'épargne alors qu'il n'y en avait qu'un peu plus de 2 p. 100 dans les années 60.

● (1542)

L'autre chose dont nous devrions tenir compte quand nous parlons d'une économie de deux milliards, c'est que nous avons l'habitude de lancer ce chiffre dans les années 60—qu'on injecte encore deux milliards dans l'économie pour la stimuler. C'était à l'époque où le PNB se chiffrait à une cinquantaine de milliards de dollars. Il se chiffre maintenant à environ 220 milliards, et ce stimulant équivaldrait à une fraction un peu inférieure à 1 p. 100. Nous devrions commencer par comprendre le genre de changements qui se produit dans notre système économique. Par exemple, et pour la gouverne du chef du Nouveau parti démocratique, je signalerai que Keynes est mort et on ne peut plus invoquer sa doctrine économique comme une orientation nouvelle. Nous devrions commencer par essayer de mieux comprendre la conjoncture. Les problèmes ont changé. Les techniques dont nous nous servions